

Nov 2010



agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Aperçu de la désindustrialisation dans la zone d'emploi de Mulhouse.



Aperçu de la désindustrialisation dans la zone d'emploi de Mulhouse.

L'agence d'urbanisme de la région mulhousienne a saisi l'occasion de la venue à Mulhouse, le 18 novembre 2010, d'une mission parlementaire dans le cadre de la mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires, pour faire le point sur l'état des activités industrielles. Nous ne disposons pas jusqu'alors de données précises sur la question.

Il ne s'agit pas ici de produire une analyse des évolutions constatées. Plus simplement et modestement, l'objectif est de prendre la mesure des processus à l'oeuvre.

Pour ce faire, la base de données de l'Unedic, qui recense les emplois salariés privés, a été mobilisée. Les emplois de la fonction publique et du régime agricole ne sont donc pas compris. Les données présentées ne sauraient être mises en relation avec l'emploi total tel que l'INSEE le calcule.

Recourir à cette base de données, permet d'avoir une perspective de long terme, les données étant disponibles depuis 1993 et ces données ont été rétopolées pour tenir compte des changements de nomenclatures intervenus.

En premier lieu, sont présentées les grandes données concernant l'emploi et son évolution dans les activités industrielles. Le repli de l'emploi industriel ne concerne pas toute la période, il est particulièrement fort depuis 2001.

Par ailleurs, les statistiques montrent que toutes les activités industrielles ne sont pas concernées de la même manière par le recul de l'emploi. Certaines sont beaucoup plus touchées que d'autres.

La crise qui sévit depuis 2008 vient d'ailleurs renforcer les difficultés dans certaines activités comme le textile.

Pour compléter le tableau, les données relatives aux activités de service sont présentées, pour tenir compte du fait qu'un certain nombre d'emplois industriels ont été externalisés et sont maintenant comptabilisés dans les services.

En fin de document, deux graphiques montrent comment la structure de l'emploi s'est déformée entre 1993 et 2009, avec une place plus beaucoup plus faible pour l'industrie.

LE POIDS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

Une part toujours plus faible de l'emploi salarié dans l'industrie.

L'activité industrielle reste pourvoyeuse d'emploi. En 2009, la Zone d'Emploi de Mulhouse comptait 19 776 emplois industriels soit 22,5 % du total de l'emploi salarié privé de la zone (87 953).

Cependant, la part de l'emploi salarié industriel s'érode constamment. En 1993, ces emplois étaient au nombre de 29 001, (hors BTP) ce qui représentait 36% des 81 145 emplois salariés que comptait la zone.

Au total, la zone d'emploi de Mulhouse a gagné, entre 1993 et 2009, 6 808 emplois salariés, mais en a perdu 9 235 dans l'industrie.

Ces disparitions d'emplois sont plus ou moins passés inaperçues pour plusieurs raisons.

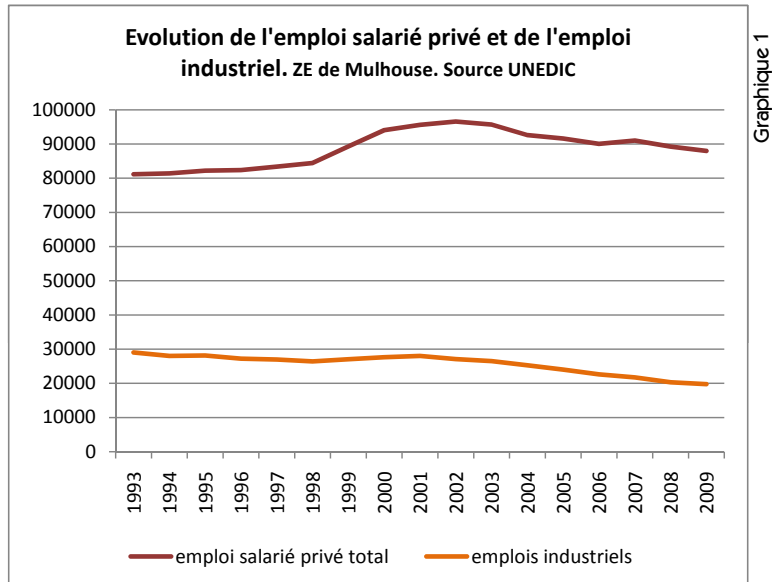
Une première est que dans ce territoire comme partout ailleurs en France, l'économie s'est tertiaisée.

Une autre est que des industries traditionnelles comme le textile ont régulièrement perdu des effectifs, mais que d'autres activités industrielles (mécanique, automobile...) ont pris le relais.

Une troisième est que les pertes d'emploi sont récentes et que la prise de conscience d'un renversement structurel a été tardive.

Contrairement à d'autres régions industrielles, la crise est récente.

La Région Nord-Pas-de Calais par exemple a connu une désindustrialisation absolue à compter des années 70. Cela



Graphique 1

s'est traduit par des disparitions d'entreprises massives, un chômage de masse. Des branches entières ont ainsi disparu, en un temps très rapide, du paysage. En Alsace et dans la zone de Mulhouse, rien de tel.

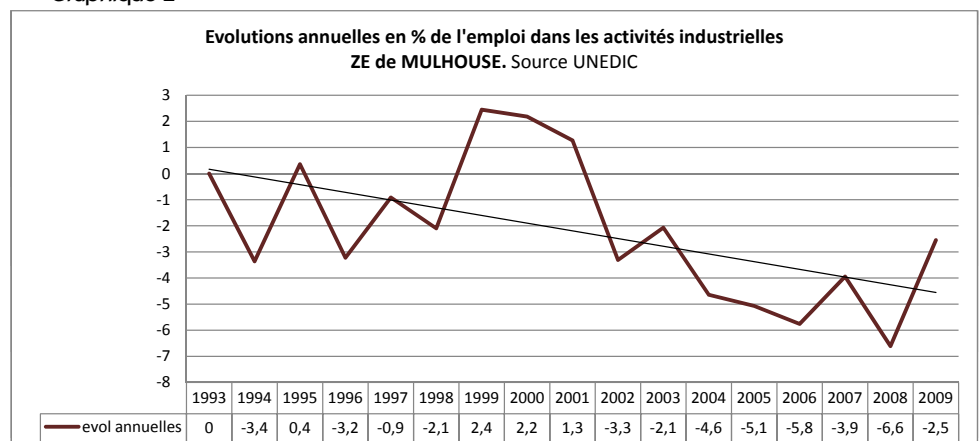
Certaines activités ont vu le nombre d'entreprises et d'emplois se réduire, d'autres ont disparu. La Potasse, qui a fait l'histoire économique du nord de la Région Mulhousienne, par exemple. Cependant, les difficultés généralisées à l'ensemble du tissu

industriel, ne sont apparues qu'au tournant des années 2000.

De 1993 à 2001, la perte d'emplois salariés industriels ne s'élève qu'à 1 007 postes, soit une baisse de 3,5%. Cette baisse peut être tenue pour négligeable dans un contexte de croissance de l'emploi total.

En effet, sur la même période, l'emploi salarié passe de 81 145 à 95 604 postes, qui permet d'absorber les réductions d'effectifs observées dans l'industrie.

Graphique 2



Les données changent radicalement depuis 2001. Les pertes d'emplois salariés industriels se concentrent sur cette période.

En 8 ans, 8 228 postes salariés ont été perdus dans les activités industrielles. Et le reste du tissu économique ne peut plus absorber ou masquer cette réalité. Les effectifs salariés totaux ont également chuté, passant de 95 604 postes à 87 953, soit une baisse de 7 651 postes.

Le graphique 2 illustre cette dégradation de la situation. Après une embellie de 1999 à 2001 où les variations annuelles de l'emploi industriel sont positives, ces variations deviennent et restent négatives. La droite de tendance linéaire indique clairement cette forte orientation à la baisse des effectifs industriels, que l'on retrouve dans le graphique 3.

Au final, les effectifs salariés industriels ont chuté de 32% entre 1993 et 2009.

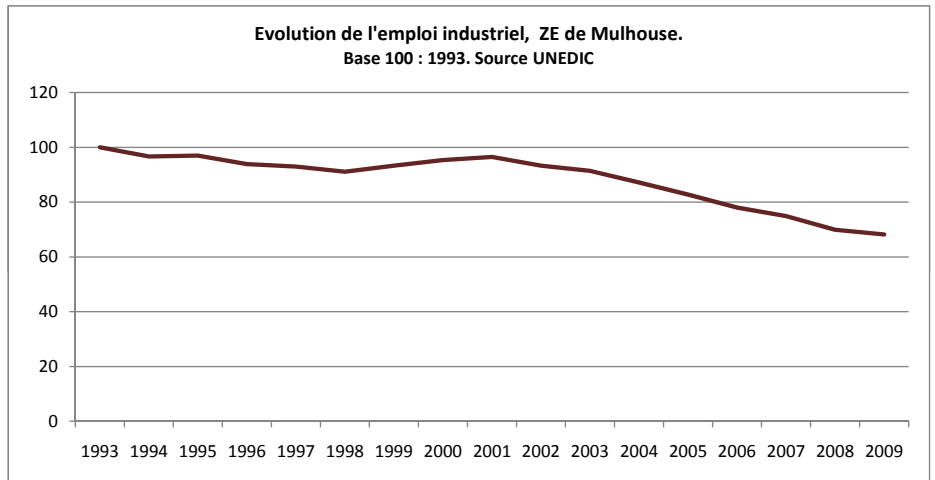
Une hypothèse majeure peut être avancée pour expliquer ce phénomène. Ce qui différenciait l'Alsace des autres anciennes régions industrielles françaises, au yeux des analystes, était l'importance des capitaux étrangers qui y étaient investis. Les données disponibles, quoique sujettes à caution, laissent à penser que les investissements étrangers se sont réorientés

- vers de nouveaux territoires. On pense bien sûr à une préférence pour les pays d'Europe de l'Est ou les BRICs¹, mais, il peut également s'agir, en France, de Rhône Alpes.

- Vers de nouvelles activités, telles que les nanotechnologies. Les activités locales, insuffisamment technologiques, de moyenne gamme, seraient alors délaissées.

¹ Brésil, Russie, Inde, Chine

Graphique 3



DES ACTIVITES INDUSTRIELLES DIVERSEMENT TOUCHÉES

Les branches sont toutes concernées, par ce repli de l'emploi, mais à des degrés divers.

Le graphique 4, ci-dessous, montre que trois branches concentrent les pertes d'emplois salariés.

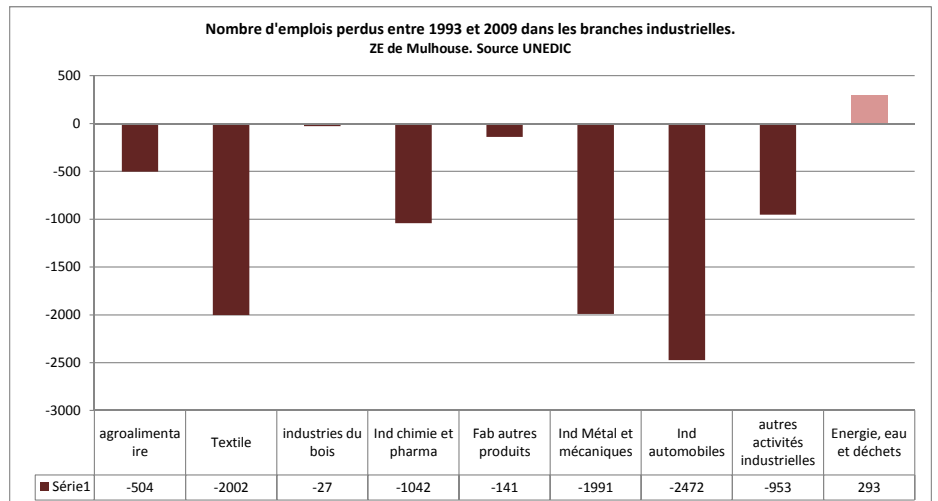
• Les industries automobiles ont perdu, entre 1993 et 2009, 2 472 postes, soit une baisse de 21% des effectifs salariés.

• Les industries textiles ont perdu 2 200 postes soit une perte de 81% des effectifs

• Les industries métalliques et mécaniques ont enfin perdu 1 991 postes salariés, ce qui représente une baisse des effectifs de 42%.

• Viennent ensuite des activités qui représentent de moindres volumes mais des pertes considérables expri-

Graphique 4



mées en pourcentage:

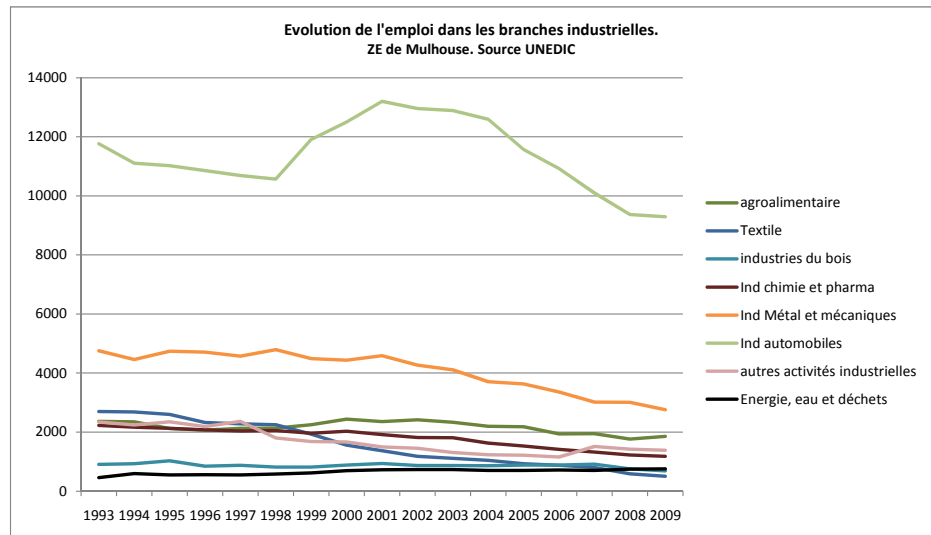
- Les industries chimiques et pharmaceutiques ont perdu 47% de leurs effectifs (-1 042 emplois salariés).
- Les industries agroalimentaires ont perdu 504 postes soit une perte de 21% des effectifs.
- Les "autres activités industrielles" ont perdu 40% de leurs salariés (-953 postes).

Le reste des activités industrielles pèsent moins dans l'économie locale et ont connu des variations moindres.

Comme le montre le graphique 5 ci-contre, un seul type d'activité industrielle gagne en emploi, il s'agit de la production d'eau, gaz etc, la gestion des déchets. Les effectifs y sont passés de 462 salariés à 755, ce qui en fait des activités encore marginales localement.

Le BTP peut venir compléter la liste. Avec 7 373 salariés, ces activités constituent un employeur important de l'économie locale et leurs effectifs ont crû de 795 postes sur la période 1993 / 2009.

Graphique 5



LA CRISE ACTUELLE : UN ACCELERATEUR DE TENDANCE

Pour estimer les impacts de la crise financière qui sévit depuis 2008, 3 périodes ont été distinguées : de 1993 à 2001, puis de 2001 à 2007 et enfin de 2007 à 2009.

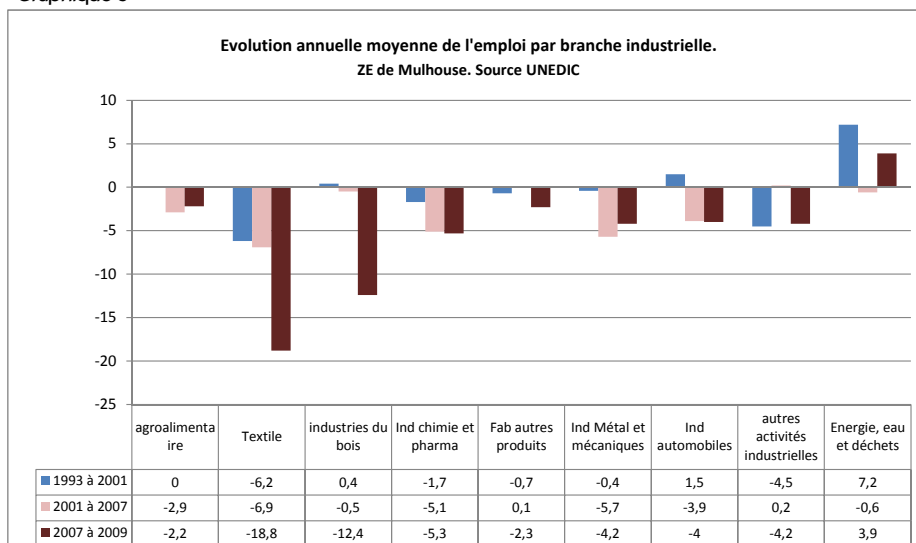
Pour chacune de ces périodes, le calcul de la variation moyenne annuelle, exprimée en pourcentage, permet d'aboutir au graphique 6.

La crise apparaît comme un fort accélérateur de perte d'emplois dans les industries textiles qui perdaient en moyenne 6% de leurs effectifs par an et en perdent 19% depuis 2007.

Même chose pour les industries du bois qui perdent 12,5% de leurs salariés par an depuis 2007 contre 0,5 auparavant.

Dans les autres activités industrielles, les effets de la crise ne sont pas aussi patents, mais toutes les branches voient leur position se dégrader en matière d'emploi, hormis les activités liées à la production d'eau, de gaz, de vapeur etc, et au traitement des déchets.

Graphique 6



UN GLISSEMENT DE L'INDUSTRIE VERS LES SERVICES, NOTAMMENT DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Que la recherche d'une intensité et d'une productivité accrues du travail conduite à des réductions d'effectifs, cela ne fait aucun doute.

On sait néanmoins que certaines fonctions sont externalisées, ce qui contribue à la baisse des emplois industriels. De fait, une partie d'entre eux n'est plus comptabilisée dans l'industrie mais dans les services.

Pour tenir compte de ces glissements, les données relatives aux "services aux entreprises" sont maintenant présentées.

Les activités de services orientées vers les entreprises, qui représentent 25 509 emplois salariés en 2009, ont gagné 7 391 poste depuis 1993 (+40,1%).

Cette croissance de l'emploi est très inégalement répartie.

Evolution 1993/2009 des services aux entreprises. Source UNEDIC

Branches	Evolution
Commerce de gros	+2,1%
Transport, logistique	+27,9%
Services d'information	+38,1%
Activités spécialisées	+32,8%
Soutien aux entreprises	+98,8%

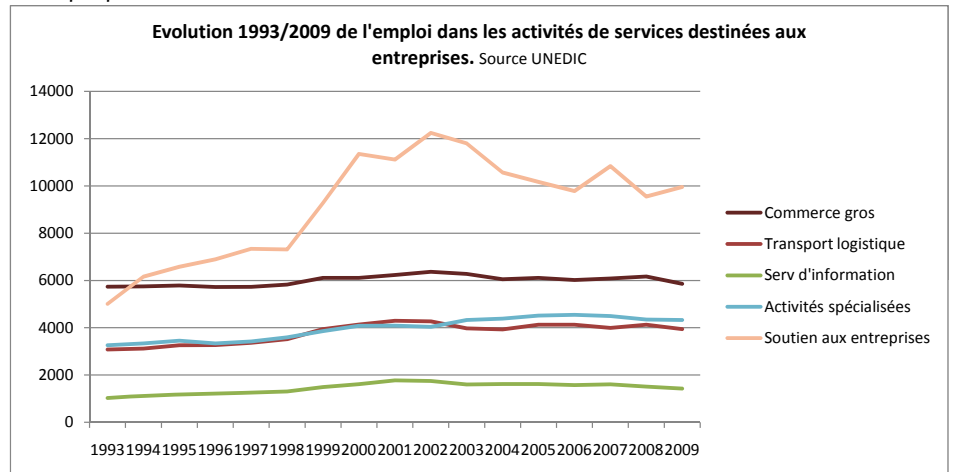
- Trois branches affichent des taux de croissance de l'ordre de 30% sur la période 1993 / 2009.

- Le commerce de gros se démarque avec une très faible évolution des effectifs salariés.

- Les activités de soutien aux entreprises ont connu une croissance extrêmement vive, leurs effectifs ont presque doublé, passant de 5 007 salariés à 9 954 postes.

La décomposition de l'ensemble de ces activités de soutien montre que certaines activités ne croissent que peu : sécurité (+24%), bâtiments et

Graphique 6



paysages (+59,5%) voire régressent (voyagistes -8,2).

A l'inverse, les activités de location ont vu leurs effectifs croître de 105% et il est probable que cette croissance continuera. Le développement de l'économie de la fonctionnalité, la volonté de ne pas immobiliser de capital ou d'obtenir un rendement optimum pour le capital disponible, conduisent à ce que les entreprises recourent toujours plus, pour des produits très divers, à la location.

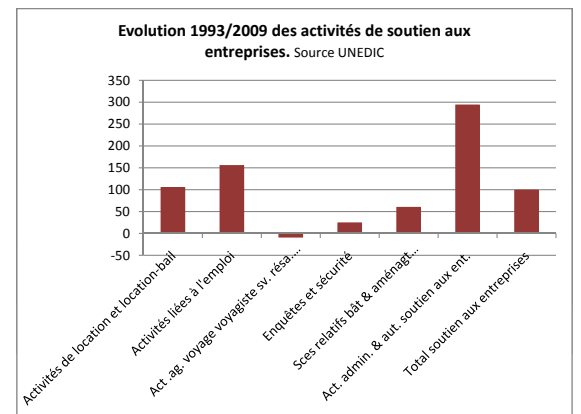
Les activités liées à l'emploi ont quant à elles connu une augmentation de leurs effectifs salariés de 155,1%, passant de 1 554 à 3 964 salariés.

En clair, cela signifie un nombre croissant d'intérimaires. Tous ces emplois ne correspondent pas à des métiers industriels, mais il est permis de penser qu'une bonne partie d'entre eux s'exercent dans l'industrie.

La main d'oeuvre est devenue une variable d'ajustement majeure, les entreprises ont jaugé leurs besoins et adapté leurs effectifs en conséquence. En cas de croissance d'activité, elles ont recours à l'intérim, qui offre l'avantage de pouvoir revenir aux effectifs initiaux, dès la pointe d'activité passée.

La palme de la croissance revient aux activités administratives et autres, qui sont passées de 304 salariés à 1 196, soit une croissance de 293%.

Graphique 7



COMMERCE ET SERVICES PERSONNELS EN TETE DE L'EMPLOI

Dans l'unique but de présenter un tableau complet de l'économie locale, les services aux personnes ou à la collectivité clôturent ce document.

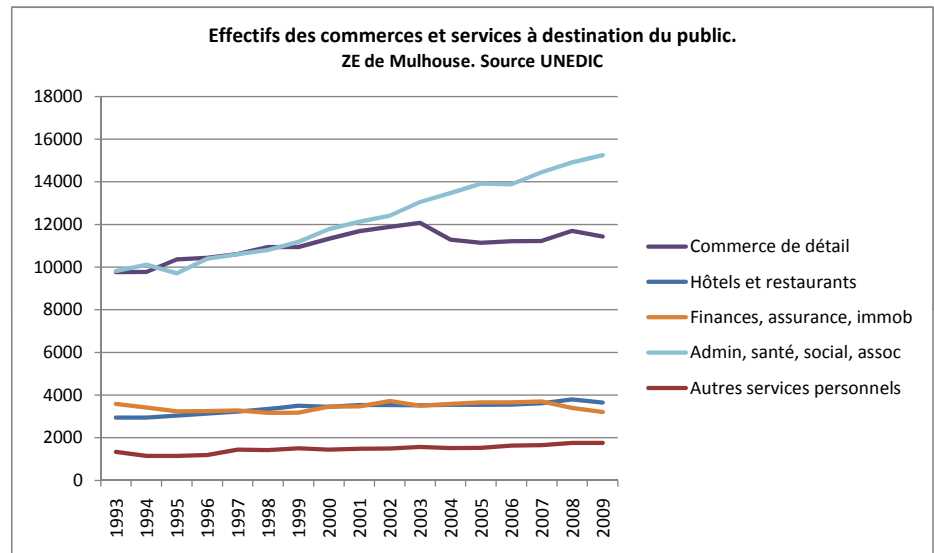
Les activités commerciales et de services à destination du public représentent le plus gros volume d'emploi, avec 35 291 emplois salariés, et connaissent une croissance de 28,6% depuis 1993.

Que ce soit en volume ou en croissance, deux secteurs se démarquent.

- Le commerce de détail représente à lui seul plus de 11 000 emplois salariés. Il faut rappeler que le territoire de la Région Mulhousienne a connu une très forte expansion commerciale depuis les années 80, qui s'est traduit par une croissance des effectifs de 17% entre 1993 et 2009. De très grandes zones commerciales (Pôle 420, Kaligone...) se sont développées, jusqu'à ce que l'équipement commercial de la région soit largement supérieur aux ratios habituels.

Le développement de l'offre commerciale dans des petites villes voire bourgs autrefois dépourvus de grandes surfaces, mais aussi en Allemagne et en Suisse, pourrait à terme

Graphique 8



poser la question de l'adaptation des équipements de la région mulhousienne, ce qui se traduira très certainement par des tensions sur l'emploi.

- L'autre domaine qui ressort est celui de l'action sociale, de la santé, de l'action sociale, culturelle et associative.

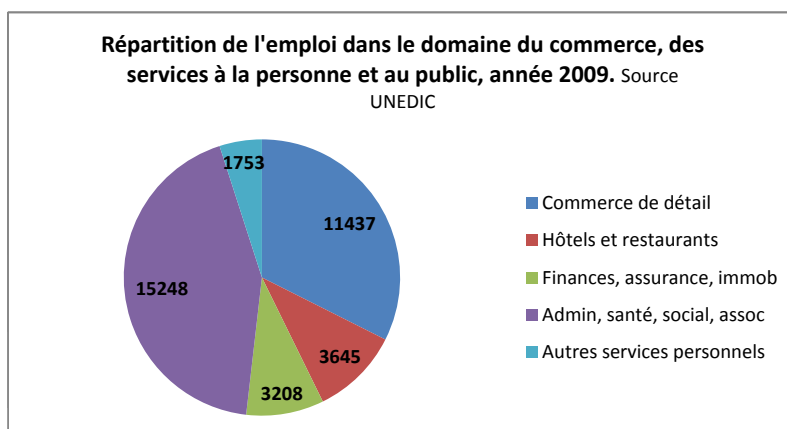
Ses effectifs sont passés de 9 812 salariés à 15 248. Ce qui représente un taux de croissance de 55,4% entre 1993 et 2009.

Ce domaine représente à lui seul, en 2009, 17,3% des effectifs salariés recensés par l'UNEDIC. Autrement dit, leur poids devient presque comparable à celui de l'industrie. Cela illustre bien la tertiarisation de l'économie locale, mais aussi le fait qu'un certain nombre de services doivent être mis en place pour pallier les difficultés rencontrées par la population.

Enfin, les trois autres domaines au sein de ces services à la personne et au public présentent des taux de croissance intéressants, mais représentent des volumes d'emploi beaucoup plus faibles :

- Hôtellerie et restauration : +23,9% à 3 645 salariés
- Autres services à la personne : + 31,5% à 1 753 salariés en 2009.
- Le domaine des finances, assurance, immobilier se démarque avec une décroissance de l'emploi à -10,5%, soit 3 208 salariés fin 2009.

Graphique 9



QUE RETENIR DE CES EVOLUTIONS ?

Le résultat de ces évolutions est que la structure des emplois a fortement évolué entre 1993 et 2009, comme en attestent les deux graphiques ci contre.

En volume, comme en poids relatif, les activités industrielles régressent.

Pour éviter tout contresens, précisons que cela ne signifie pas que l'on n'y crée plus d'emplois. Mais les emplois créés sont bien inférieurs en nombre aux emplois détruits. La France a à ce sujet un profil particulier. Comme dans les autres pays, les emplois intermédiaires sont exposés à l'automatisation, mais ici s'y ajoutent les emplois les moins qualifiés¹. L'évolution de la part des emplois les moins qualifiés et rémunérés dans le total des heures travaillées se réduit, contrairement à ce qu'on observe en Allemagne, Royaume Uni, USA etc.

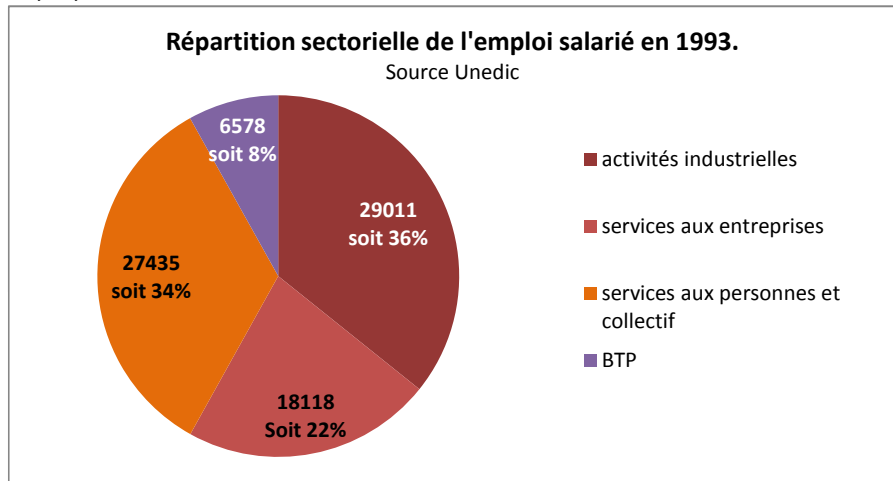
Cela renvoie à une seconde dimension à prendre en compte : le niveau d'exigence croissant des entreprises en matière de qualification. Pour ne citer qu'un exemple, la branche chimie avance dans ses travaux prospectifs que le niveau de recrutement des ouvriers à l'avenir sera le BTS.

Ces tendances font de la formation l'un des défis majeurs que l'Alsace, comme la région mulhousienne, doivent relever.

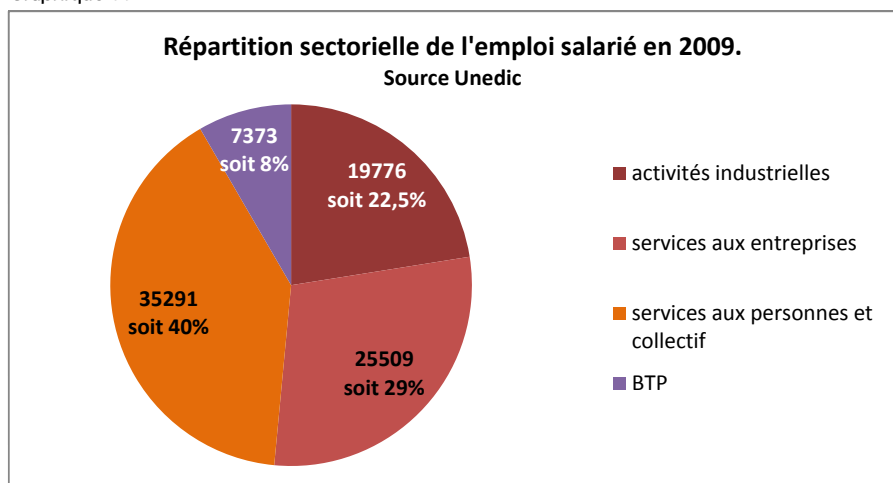
Une partie de l'emploi perdu a sans doute glissé vers les secteurs des services destinés aux entreprises, qui gagnent 7 points sur la période 1993 / 2009.

¹ Goos M, Manning A, Salomons A, "Job polarization in Europe", American Economic Review, mai 2009.

Graphique 10



Graphique 11



Cependant, même en agrégeant activités industrielles et activités de soutien aux entreprises, on est loin du compte. Ces deux domaines comptaient pour 42% de l'emploi salarié en 1993, ils n'en représentent plus que 34%.

Le poids du bâtiment dans l'emploi étant resté stable, ce sont les activités de services qui ont connu la plus forte progression.

Le détail de ces activités montre que ce ne sont pas tant les activités lucratives qui ont gagné en effectifs que les domaines des services administratifs, de santé, de l'action sociale, culturelle et associative... domaines socialement utiles mais fragiles par le fait qu'ils ne peuvent se maintenir et se développer que grâce à des revenus de transferts.

